

DANS L'ACTUALITE du 27 au 30 janvier 2017

Textes officiels

JORF n° 0024 du 28 janvier 2017

Publication de la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté

[Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté](#)

[Décision n° 2016-745 DC du 26 janvier 2017](#)

[Observations du Gouvernement sur la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté](#)

[Commission nationale consultative des droits de l'homme - Avis sur le projet de loi « Égalité et citoyenneté »](#)

JORF n° 0023 du 27 janvier 2017

Autorisation environnementale

[Ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale](#)

Autorisation environnementale des projets soumis à autorisation au titre de la législation sur l'eau ou de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

[Décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale](#)

Liste des pièces, documents et informations devant composer le dossier de demande d'autorisation environnementale et modalités d'instruction pour les services de l'Etat

[Décret n° 2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale](#)

Jurisprudence

Domanialité publique

[CE 25 janvier 2017 commune de Port-Vendres, req. n° 395314](#)

Bail de concession, bail commercial et domaine public

[CE 19 janvier 2017 commune de Cassis, req. n° 388010](#)

Vu par ailleurs

Urbanisme

Loi Montagne : des avancées et quelques réserves

[Après l'adoption en décembre dernier par le Parlement de la loi Montagne, qui a réactualisé les fondements de la loi de 1985, la satisfaction domine à l'Association nationale des élus de montagne.](#)

Source : la gazette des communes du 27/01/2017

Simplification des normes : pour Jean-Vincent Placé, « cela avance, mais pas assez vite »

[Entendu le 26 janvier 2017 par les sénateurs sur l'action du gouvernement en matière de simplification du droit de l'urbanisme, Jean-Vincent Placé, secrétaire d'Etat chargé de la Réforme de l'État et de la Simplification a réaffirmé le caractère difficile mais prioritaire de ce chantier.](#)

Source : le Moniteur du 26/01/2017

Environnement

Autorisation environnementale unique : l'ordonnance et les décrets sont publiés

[La publication ce 27 janvier d'une ordonnance et de deux décrets permet la généralisation de l'autorisation environnementale unique après une phase d'expérimentation initiée en 2014 dans plusieurs régions.](#)

Source : localtis.info du 30/01/2017

Collectivités territoriales

Loi Egalité et citoyenneté : l'exécutif minimise les censures du Conseil constitutionnel, l'opposition exulte

[Si 80 % du projet de loi Egalité et citoyenneté a été validé par la Rue Montpensier le 26 janvier, plusieurs dispositions censurées sont symboliques d'un texte devenu « fourre-tout » selon la majorité de droite du Sénat. Le chapitre « logement » est particulièrement visé par le juge constitutionnel.](#)

Source : le Courrier des maires du 27/01/2017

Transport

Lyon-Turin : feu vert définitif du Parlement à l'accord franco-italien

[Après le vote du Sénat, le 26 janvier, le Parlement a définitivement validé l'accord entre la France et l'Italie pour lancer les travaux de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin. Seuls les sénateurs écologistes s'y sont opposés, remettant en cause l'utilité et le coût du projet.](#)

Source : localtis.info du 30/01/2017

Colloque / Séminaire

- Le juge administratif, l'avocat et la commande publique

Rencontres annuelles entre la Cour administrative d'appel de Paris et le Barreau de Paris, le 20 février 2017 de 14h00 à 17h30.

[Télécharger le programme](#)

Presse

Paris à pied : la mairie lance son plan piétons

[Alors que la voiture occupe 50% de l'espace public à Paris, la municipalité veut rendre les rues aux piétons.](#)

Source : franceinter.fr du 30/01/2017

Pourquoi le dossier SNCF Réseau risque d'interpeller le prochain hôte de l'Elysée

[La dette va progresser de 17 milliards d'euros en dix ans pour atteindre 60,6 milliards d'euros en 2026", selon son président Patrick Jeantet, auditionné au Sénat. Le futur exécutif pourrait être tenté de revenir sur le contrat de performance du groupe, mais aussi sur la réforme ferroviaire.](#)

Source : les Echos du 28/01/2017